

Turquie : Ergenekon source d'inquiétudes pour l'économie

jeudi 7 août 2008, par [Sylvie Chemineau](#)

Dans le contexte de la crise politique en cours en Turquie, l'affaire « Ergenekon » fait non seulement trembler les milieux politiques turcs, mais elles inquiètent aussi de plus en plus les observateurs économiques.

En effet, on évoque désormais sérieusement les conséquences que ces turbulences politiques pourraient avoir sur les investissements étrangers en Turquie et sur la production nationale. Car, il n'est jamais inutile de souligner à quel point économie et stabilité politique sont liées, surtout dans un contexte de mondialisation des échanges commerciaux. C'est dans une déclaration à la presse que le ministre turc de l'Economie, Mehmet Simsek (photo) met en garde contre le danger que représentent des rebondissements politiques permanents, sources d'incertitudes et d'instabilités. Si l'économie turque souffre déjà de la montée des prix de l'énergie, d'une compression des liquidités et d'une crise des subprimes, c'est l'incertitude politique qui fait le plus de dégâts actuellement, semble-t-il, même si la stratégie de l'AKP n'a pas changé, visant toujours à engager des réformes structurelles afin d'atteindre un potentiel de croissance dans les moyen et long termes.

On s'inquiète également d'une possible baisse du taux de croissance, au second trimestre, alors qu'il avait encore atteint 6.6%, au premier trimestre. Les effets « d'Ergenekon » sur l'économie et la finance turques s'observent sur les taux d'intérêt, les investissements étrangers, le capital boursier... Les taux d'intérêts ont déjà augmenté de 5.5 points jusqu'à atteindre 22.5 % depuis l'ouverture du dossier contre l'AKP, en mars dernier. S'adressant à l'Agence de presse anatolienne, hier, le Ministre de l'Economie, Mehmet Simsek, a commenté ainsi la situation : « *l'incertitude politique, associée à une augmentation des primes de risque et des taux d'intérêts ont causé une charge supplémentaire de 20 milliards de YTL pour le Trésor. La Turquie ne mérite pas cette crise.* ». La contraction de la consommation et le ralentissement des investissements étrangers font écho à une perte des entreprises cotées à la Bourse d'Istanbul (IMKB) et estimée à plus de 80 millions de dollars, toujours selon le ministre. L'indice IMKB-100 de la Bourse a chuté de 4.3% la semaine dernière, c'est la cinquième chute enregistrée sur une base périodique.

L'autre crainte majeure est l'effet que la crise politique peut avoir sur l'étalon de mesure turc. L'agence de notation Standard & Poor's explique qu'« augmenter le prix de l'énergie, en période de resserrement du crédit mondial fait se réduire les investissements étrangers dont la Turquie a besoin pour financer son déficit commercial. La Livre turque a ainsi chuté de 12.5% face à l'Euro, cette année, en matière financière, ce qui est inquiétant sachant que le pays se base sur l'emprunt pour réduire son déficit ; une stratégie qui présente risques considérables.

Le bras de fer opposant l'AKP à « l'establishment laïque » risque donc de faire des dégâts collatéraux dans les domaines de l'économie et de la finance turques. « L'establishment laïque » comme l'AKP devraient prendre ces données sérieusement en compte. La Turquie traverse déjà une crise politique depuis un an, a-t-elle vraiment besoin de l'accompagner d'une crise économique ? Comme le souligne très justement Nurettin Özgenç, le président des PME turques (KÖBIDER), « la première des priorités de la Turquie c'est l'économie, et l'économie ne peut fleurir que là où il y a de la stabilité. La démocratie s'étend aux masses seulement dans des pays économiquement développés ». Il faut espérer que les élites au pouvoir sauront méditer cet axiome.

- Article original publié sur le site de l'OVIPoT le mardi 8 juillet 2008 sous le titre « [La relance de l'affaire « Ergenekon », source d'inquiétudes pour l'économie turque](#) ».